

LA LETTRE D'A.R.G.O.S.

Action pour le Renouveau du Gaullisme La Voix du Gaullisme Social

Décembre 2003 : n° 30

Editorial

Pourquoi nous combattons

O Il y a un peu plus de cinq ans, nous avons lancé, hommes politiques et militants gaullistes de toujours, cette *Lettre* au service des deux ambitions qui avaient inspiré nos combats pour la Ve République : la volonté – sans méconnaître l'utilité des études et recherches menées, notamment à l'Institut et à la Fondation Charles de Gaulle, pour approfondir notre connaissance du Général et de son œuvre – de montrer que le gaullisme était plus qu'un objet d'Histoire mais pouvait continuer à inspirer, à notre époque, une action politique déterminée ; le souci de rappeler les principes, simples et forts, propres à inspirer aujourd'hui encore cette action. Et nous avons cité : «l'autorité de l'Etat ; l'indépendance de la nation ; la maîtrise par la France de son destin ; la coopération internationale ; une économie soustraite au jeu aveugle du libéralisme sauvage ; une planification souple ; une société de participation ; le refus de toutes les résignations».

Cinq ans ont passé, qui ont vu l'abandon progressif puis total de toute filiation gaulliste de la part du mouvement qui s'en était proclamé l'héritier ; un changement de majorité à la suite d'une cohabitation qui avait failli ruiner les institutions de notre République ; le début d'un deuxième mandat

présidentiel pour M. Chirac, à l'issue d'une inquiétante montée des extrêmes. Dans ces conditions, que signifie désormais notre lutte ? Quels sentiments peuvent encore nous animer ?

D'abord, je crois, celui d'une relative satisfaction puisque nous avons pu, contre vents et marées, en dépit de la modicité de nos moyens, continuer à faire entendre notre voix.

Mais surtout, la conviction qu'il faut aller beaucoup plus loin dans les années décisives qui vont suivre. Des années qui vont peser lourd pour notre société, pour notre pays, pour le monde.

C'est pourquoi, nous appelons à l'intensification de notre combat. Ce n'est pas, ce ne sera pas un combat pour un homme, ni pour un parti, mais pour des principes, parce que nous restons persuadés que ceux du gaullisme authentique, c'est-à-dire de celui qui n'a jamais séparé la quête de l'indépendance de la défense de la justice, demeurent des références indispensables à la nation pour aujourd'hui et pour demain. Avec l'espoir que des jeunes, toujours plus nombreux, prennent, comme ils ont commencé à le faire, le relais des efforts de toute notre vie.

Jean CHARBONNEL
Ancien ministre

“ *La France, c'est
tous les Français.*

*Ce n'est pas la gauche,
la France.*

*Ce n'est pas la droite,
la France. ”*

Charles de Gaulle
16 décembre 1965

“ *Bref, un jour viendra, sans doute, où notre Constitution,
avec tout ce qu'elle implique, sera devenue comme notre seconde nature.*

Charles de Gaulle, 27 novembre 1967. ”

NOTRE MEMOIRE

notre Mémoire



C'est au cours de la conférence de presse qu'il tint le 9 septembre 1968, au lendemain des événements de mai et des élections qui suivirent, que le général de Gaulle, pour la première fois, définit la philosophie de son action en l'inscrivant à la fois dans le passé de la France et dans la préparation de son avenir :

“Enfin... nous avons vérifié, une fois de plus, qu'en ce temps plein d'incertitudes, par conséquent de périls, et qui exige de la part de l'Etat des desseins fermes et continus, des institutions constantes et une politique active, aucun système de pensée, de volonté et d'action ne saurait inspirer la France, comme il faut pour qu'elle soit la France, sinon celui que les événements ont suscité depuis juin 1940. Ce système est, en effet, le seul qui permette à la nation de se tirer d'affaire quand la tempête se déchaîne, le seul qui soit relié assez directement à son passé et assez ambitieux de son avenir pour

maintenir son unité et revêtir sa légitimité, le seul qui soit, en partant de ses structures, habitudes et équipements plus ou moins périmés, apte à la transformer, sans étouffer ses libertés, en une puissance prospère et moderne, le seul qui soit capable d'assurer son indépendance, de soutenir son rang dans l'univers, de répondre de sa sécurité...

On voit donc quel est, pour longtemps, le devoir de cohésion et de résolution de ceux qui, à mesure du temps, ont adhéré, adhérent, ou adhéreront à l'entreprise de rénovation nationale qui a le service de la France pour raison d'être, pour loi et pour ressort. Cette entreprise, si on l'appelle «Gaullisme» depuis 1940, n'est que la forme contemporaine de l'élan de notre pays, une fois de plus ranimé, vers un degré de rayonnement, de puissance et d'influence répondant à sa vocation humaine au milieu de l'Humanité”.

Discours et Messages

Editions Plon - tome V, p. 322

POINT DE VUE

Point de vue



Après les élections provinciales qui ont vu l'échec des souverainistes du Parti Québécois, beaucoup de Français, notamment parmi ceux qui sont restés fidèles à l'héritage du général de Gaulle, s'interrogent. Nul ne pouvait mieux faire le point sur la situation que M. Bernard Dorin, ambassadeur de France, président des Amitiés francophones, spécialiste le plus averti de la question. Nous l'en remercions très vivement.

OÙ VA LE QUEBEC ?

Les partisans de la souveraineté du Québec considérée comme la seule voie pour assurer à terme le maintien de la langue française dans cette partie de l'Amérique du Nord ont été certes profondément déçus du résultat des dernières élections provinciales qui ont vu la défaite du Parti Québécois, partisan de la souveraineté, et le retour au pouvoir du Parti Libéral, formation fédéraliste prônant le maintien du Québec dans l'ensemble canadien.

Les causes de cette défaite sont, semble-t-il, de deux ordres :

- D'une part, le Parti Québécois, pour redresser la situation financière désastreuse qu'il héritait de son prédécesseur, s'était vu contraint de mener une politique d'économie rigoureuse, notamment dans le domaine de la santé publique, qui avait provoqué de nombreux licenciements et donc de nombreux mécontents.

En outre, la stratégie du Parti Québécois sur les fusions de communes, en particulier dans la métropole de Montréal, avait suscité le mécontentement des communes les plus riches qui avaient vu disparaître certaines «rentes de situation».

- D'autre part, il n'y avait pas d'exemple, dans l'histoire contemporaine du Québec, qu'un parti politique soit appelé à effectuer un troisième mandat. Or, le Parti Québécois ayant déjà rempli deux mandats, la pratique de l'alternance jouait évidemment contre lui. Pour renverser cette tendance traditionnelle, il eut fallu un grand élan populaire qui, compte tenu des faits signalés plus haut, ne s'est pas produit.

Faut-il en conclure pour autant, comme l'ont fait de nombreux éditorialistes, qu'avec la défaite du Parti Québécois le souverainisme était une idée dépassée et que l'indépendance du Québec ne serait plus désormais à l'ordre du jour ? A cette question, je crois sincèrement qu'il faut répondre par la négative, et cela pour plusieurs raisons.

La première est que l'on constate une remarquable constance dans le pourcentage des Québécois qui se disent toujours favorables à la souveraineté et ce pourcentage est de 40 %, ce qui est considérable. En second lieu, le Parti Québécois, usé par deux mandats successifs, avait certes besoin d'une cure d'opposition pour panser ses blessures et reprendre des forces dans l'opinion. En

effet, les mêmes facteurs qui ont contribué à sa récente défaite jouent désormais contre son rival politique et les libéraux, guidés par Jean Charest, ont donné dans les premiers mois de leur accession au pouvoir une impression de flottement et de manque de coordination gouvernementale.

Conscients sans doute du danger représenté pour eux par cette situation, ils ont depuis lors «redressé la barre» et fait des efforts pour séduire la partie nationaliste de l'opinion québécoise. C'est ainsi que M. Charest a pu déclarer que le Québec constituait une vraie nation (entretien rapporté par la Gazette, organe des journalistes francophones).

Ainsi, on peut considérer que loin d'être abolie, l'option souverainiste garde toutes ses chances au Québec. Toutefois, elles doivent être saisies aussi rapidement que possible car, 36 années après le célèbre discours du général de Gaulle sur le balcon de l'hôtel de ville de Montréal, le temps ne joue pas en faveur de l'indépendance du Québec et cela pour des raisons essentiellement démographiques. La natalité québécoise, après avoir été explosive jusqu'à la fin du XIXe siècle est en effet aujourd'hui l'une des plus faibles du monde.

- D'autre part, le gouvernement québécois n'ayant qu'un contrôle limité sur l'immigration, la masse des nouveaux immigrants s'établissant dans la «Belle Province» a une tendance naturelle à «passer à l'anglais». Ce phénomène est particulièrement accentué dans la conurbation montréalaise.

Alors, que faut-il penser en définitive du destin futur du Québec ? Pour répondre à cette question, je ne saurais mieux faire que de citer la belle phrase du général de Gaulle : «Rien n'est jamais perdu pour un peuple tant qu'il ne se laisse pas entraîner par le faux fatalisme de l'Histoire» ■

A nos abonnés • A nos lecteurs

Nous rappelons que notre Lettre ne peut poursuivre son action qu'avec l'aide de ceux qui la lisent et veulent bien l'apprécier. C'est pourquoi, nous nous permettons de demander à nos abonnés de renouveler leur geste d'amitié et à tous ceux à qui nous faisons le service de notre publication de prendre un abonnement. Nous souhaitons aussi qu'ils acceptent, les uns et les autres, de nous signaler les personnes ou les associations que notre Lettre pourrait intéresser, afin d'accroître encore son audience. D'avance, nous les en remercions.

DIALOGUES

Dialogues

1 *Nous sommes parvenus à une période» décisive pour l'avenir de la construction européenne. Qu'en pensez-vous ?*

La Lettre d'Argos : Nous avons été très attentifs au déroulement et à la conclusion de la Conférence intergouvernementale chargée de se prononcer sur les suites à donner aux propositions présentées par M. Giscard d'Estaing.

Au moment où nous mettons sous presse pour respecter le calendrier de notre publication, nous ne pouvons, faute de recul, apprécier objectivement le contenu et la portée de l'échec intervenu : nous en reportons donc l'examen dans notre premier numéro de 2004.

Mais qu'un point au moins soit clair, dès maintenant ! Quelles que soient ces décisions, nous maintenons l'exigence que nous avons été des tout premiers à formuler : il faudra que les Français soient directement consultés sur l'avenir des institutions européennes.

L'enjeu est en effet trop grave pour que le Parlement soit le seul à se prononcer. Nous voyons bien, ça et là, s'amorcer des manœuvres pour éviter le recours au référendum. Nous posons donc crûment la question à leurs auteurs : auraient-ils peur du peuple ?

2 *Lors des allocutions qu'il prononce en France et à l'étranger, le président de la République apparaît le plus souvent drapé dans les plis de deux drapeaux : le drapeau tricolore et celui de la Communauté européenne. Par quels textes cette pratique est-elle autorisée ?*

La Lettre d'Argos : Nous ne connaissons, pour notre part, que l'article 2 de la Constitution : «L'emblème national est le drapeau tricolore, bleu, blanc et rouge». Nous serons donc intéressés par toute information complémentaire qui puisse éclairer un problème qui n'est pas seulement symbolique : il y va de la signification de la République et de l'histoire de la nation qui, au prix de son sang, a choisi le tricolore avant de rejeter le drapeau rouge en 1848 et le drapeau blanc après 1870.

3 *Comment expliquez-vous la distance croissante que l'opinion publique prend vis-à-vis du gouvernement de M. Raffarin ?*

La Lettre d'Argos : La situation ne s'est pas améliorée pour le gouvernement Raffarin depuis l'analyse que nous en avons faite, en quelques traits, en octobre dernier : elle s'est même parfois aggravée sans que les signes de la reprise économique que tous espèrent ne viennent améliorer un bilan – malgré la valeur de quelques ministres – globalement négatif.

Sans doute faudra-t-il attendre l'évolution de la construction européenne et les élections régionales du printemps 2004 pour qu'un redressement puisse s'esquisser. Adversaires de tout temps de la politique du pire, nous le souhaitons très sincèrement. Comme nous souhaitons qu'une politique crédible d'alternance voie rapidement le jour, afin que les Français puissent, le moment venu, faire un choix raisonné et fructueux pour le pays ■

Directeur de la publication :
Jean CHARBONNEL

Abonnement :
Chèques à l'ordre d'ARGOS
5 numéros par an : 30
Abonnement de soutien : à partir de 76

Rédaction :
14, rue Dupont des Loges - 75007 PARIS

Imprimerie :
CHAISTRUSSE s.a.
19105 BRIVE
Dépôt légal : Décembre 2003, n° 7774